



**PRÉFET
DE LOT-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement Nouvelle Aquitaine

Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial

Arrêté préfectoral N° 47-2024-10-31-00003

de prescriptions spéciales pour l'exploitation d'une installation de collecte de
déchets dangereux apportés par leur producteur initial
(en application de l'article L.512-9 du code de l'environnement)

de la société DELILE, dont le siège social est situé à Condom
pour les activités de déchetterie exploitée 72 rue Ferdinand Buisson à Castelculier (47240).

Le préfet de Lot-et-Garonne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu Le code de l'environnement, en particulier l'article L.512-9 ;

Vu L'arrêté ministériel de prescriptions générales (article L.512-8) du 27/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;

Vu Le plan local d'urbanisme intercommunal de la commune d'Agen approuvé le 22 juin 2017 ;

Vu La télédéclaration n°A-4-XJINZCRCR en date du 5 septembre 2024 de la société Delile, dont le siège social est situé ZI des Pomes 32100 Condom pour la déclaration d'une Installation de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial (rubriques 2710-1b de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Castelculier et pour l'aménagement de prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé ;

Vu Le dossier technique annexé à la demande du 24/02/2022, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés dont l'aménagement est sollicité ;

Vu Le rapport du 09/08/2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu L'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 19/09/2024 ;

Considérant Que la présence d'un bâtiment existant sur le site nécessitent les prescriptions particulières visées au Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté pour la protection des intérêts listés à l'art L.511-1 du code de l'environnement, en particulier les prescriptions relatives aux dispositions constructives vis-à-vis du comportement au feu des matériaux et du désenfumage (art 2-2 de l'arrêté de prescriptions générales du 27 mars 2012) ;

Considérant Que la demande, exprimée par la société Delile, d'aménagements des prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé du 27 mars 2012 article 2-2 ne remet pas

en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions des articles 2-1 et 2-2 du présent arrêté ;

Considérant Que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage industriel, pouvant comprendre un bâti (y compris des entrepôts), des infrastructures industrielles et, le cas échéant, des aménagements accessoires, tels que des bureaux ou des places de stationnement associés à l'activité industrielle ;

Considérant Par ailleurs que l'importance des aménagements sollicités par le pétitionnaire dans son dossier de demande par rapport aux prescriptions générales applicables ne justifie pas de demander un dossier complet d'autorisation ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture du département de Lot-et-Garonne ;

ARRÊTE :

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

- Article 1.1.1. : EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations de la SARL Delile représentée par Mr Eric Delile dont le siège social est situé à ZI des Pomes 32100 Condom, faisant l'objet de la demande susvisée du 24/02/2022, sont déclarées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Castelculier (47240), 72 rue Ferdinand Buisson, ZI Jean Maleze. Elles occupent les parcelles section AI n°23 et 24. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté de déclaration cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

- Article 1.1.2. : DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

La télédéclaration vise entre autres la déclaration d'une installation de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial classée sous le numéro 2710-1 (déchetterie pour les batteries).

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

- Article 1.2.1. : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume	Régime
2710-1-b	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7	6,5 t de batteries (15 palox de 0,6 m³)	6,5 tonnes	DC

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

- Article 1.2.2. : SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations déclarées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Castelculier	Section AI n°23 et 24	ZI Jean Maleze II

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

- Article 1.3.1. : MISE A L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage conforme au D556-1 A 1° du CE : Usage industriel, pouvant comprendre un bâti (y compris des entrepôts), des infrastructures industrielles et, le cas échéant, des aménagements accessoires, tels que des bureaux ou des places de stationnement associés à l'activité industrielle.

CHAPITRE 1.4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

- Article 1.4.1. : PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Sans objet

- Article 1.4.2. : ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel de prescriptions générales (art L 512-8) du 27/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) .

- Article 1.4.3. : ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS

En référence à la demande de l'exploitant (article R.512-52 du code de l'environnement), les prescriptions des articles :

- 2-2 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27/12/2012.

sont aménagées suivant les dispositions du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

- Article 1.4.4. : ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1. AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Les dispositions de l'article 2-2 I, II et III de l'arrêté ministériel du 27/12/2012 ne s'appliquent pas à « l'auvent batterie » du dossier d'enregistrement du 24/02/2022, tel qu'il existe à la date de signature du présent arrêté.

Les dispositions constructives de « l'auvent batterie » (toit et murs) relatives à la protection contre l'incendie sont celles existantes à la date de la signature du présent arrêté.

CHAPITRE 2.2. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

L'article 2-2 I, II et III de l'arrêté ministériel du 27/12/2012 est remplacé par les dispositions ci-après en vue de la protection incendie pour « l'auvent batterie » :

« renforcement des parois Nord-Nord-Ouest et Nord-Nord-Est de l'auvent par la pose de « légos » béton CF 2h sur les deux linéaires jusqu'à la naissance de la toiture. »

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

- Article 3.1. : FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

- Article 3.2. : INFORMATION DES TIERS

L'arrêté est mis à disposition sur le site internet de la préfecture où est projetée l'installation, pour une durée minimale de trois ans. Le maire de la commune où l'installation doit être exploitée en reçoit une copie.

- Article 3.3. : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (ART. L.514-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.


Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

- Article 3.4. : EXÉCUTION - COPIES

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Lot-et-Garonne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de Castelculier, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Agen, le 31 OCT. 2024

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général



Cédric BOUET